

Ramener les dépenses publiques à l'échelle humaine

Par Giles Daoust

Les États ont pris l'habitude de s'endetter massivement pour financer une explosion des dépenses publiques. Lorsqu'on voit les politiques étaler millions et milliards, on pourrait être tentés de les féliciter de leur « engagement » pour l'amélioration de la Société ou la relance de l'économie après une crise. Mais on perd parfois de vue la réalité de ces chiffres exubérants à l'échelle humaine.

En faisant un gros arrondi, on peut dire qu'un équivalent temps plein (ETP) coûte environ 50.000 euros par an à une entreprise. C'est le coût approximatif d'un travailleur pour une année complète de prestation, tout inclus (salaire, charges patronales, équipement...). Ceci ne vaut évidemment pas pour tous types de fonctions, mais prenons ce chiffre rond comme point de départ.

Sur cette base, il est intéressant de ramener les dépenses publiques au nombre d'ETP virtuels qu'elles représentent. Une Région octroie un subside d'un million d'euros (sous une forme ou une autre) à une entreprise pour qu'elle s'implante dans une zone... ceci revient à ce que la collectivité finance le coût salarial de 20 travailleurs de cette entreprise pendant un an. Un *invest* public investit un million d'euros dans une start-up... cela revient (en termes de *spend*) à payer 20 travailleurs pendant un an. Si l'État injecte un milliard d'euros pour sauver une banque, ça représente le coût annuel de... 20.000 travailleurs (à titre de comparaison, ceci équivaut à l'intégralité du personnel du SPF Finances).

Un autre angle intéressant est celui du *taxpayer's money*. En partant de ce chiffre de 50.000 euros par ETP, et en estimant que 50 % du coût d'un travailleur représente des taxes (sous diverses formes, portant sur le travailleur et l'entreprise) on peut, toujours à la grosse louche, estimer que les taxes générées par ce même ETP sont d'environ 25.000 euros par an. Encore un point de comparaison amusant.

Si l'État engage 100 millions d'euros pour sauver une entreprise, il met sur la table les taxes annuelles de 4.000 contribuables.

Si l'État engage 100 millions d'euros pour sauver une compagnie aérienne, il met sur la table les taxes annuelles de 4.000 contribuables, soit environ la population d'une commune comme Linkebeek. Tous les habitants de cette commune travaillent donc *une année tout entière* pour financer cette dépense publique. Et on parle évidemment de contribuables passés, présents... et futurs, puisque l'argent ne vient pas forcément des caisses de l'État, qui s'endette à tour de bras. Ramener les dépenses publiques au temps de travail que les citoyens doivent prester pour les financer force donc le respect, car on sait les efforts que chacun met dans son travail.

Ramener les dépenses publiques au temps de travail que les citoyens doivent prester pour les financer force le respect.

Évidemment, il faut faire la distinction entre les subsides à fonds perdus, ceux qui ont des « effets retour » via la case impôts ou les retombées économiques, les prêts qui devraient être remboursés et les investissements qui pourraient produire des bénéfices. Ceci dit, les experts ont généralement du mal à s'accorder sur la validité des théories économiques et du calcul exact des effets retour. Quand on a dépensé un euro, la seule certitude qu'on a, c'est qu'on a dépensé un euro – le reste, on verra. Ce sont de toute manière les gouvernements suivants qui feront les comptes, et les générations futures qui paieront éventuellement les pots cassés.

En tout cas, il semble important de tenter par tous les moyens de ramener ces montants au seul étalon qui compte vraiment : l'humain.